

Deuxième partie

Le panafricanisme à l'épreuve de la démocratisation et de la mondialisation

4

Intellectuels, panafricanisme et démocratie en Afrique : bilan et perspectives

Etanislav Ngodi

Résumé

Le panafricanisme a permis la restauration de la conscience et de la dignité noire ; l'autodétermination à l'indépendance et l'unité des peuples africains et de la diaspora.

Les intellectuels à la quête de la renaissance africaine et de la consolidation démocratique ont été appelés à faire briller le flambeau du panafricanisme et de mener des luttes nationalistes. La période post-indépendance est marquée par l'instauration des régimes militaires à parti unique, les coups d'État, assassinats politiques, la fuite des cerveaux, la débauche des intellectuels vis-à-vis des intérêts de la classe dirigeante.

Ce papier se propose de déceler les formes d'ancrage du panafricanisme ; la nature du panafricanisme ; le combat des nationalistes africains ; le rôle et la place des intellectuels dans l'émergence d'une gouvernance démocratique en Afrique.

Introduction

La thématique des intellectuels en Afrique se révèle passionnante. La faillite des universités africaines, comme lieu de production et de diffusion du savoir est significative de la mise à mort de la science et partant, des sociétés dans leur ensemble. Penser les intellectuels africains suppose donc de les contextualiser et de ne pas négliger les dynamiques sociales et historiques dont ils sont le produit. Profilée sous le masque de l'évolué estampillé, la figure de l'intellectuel africain à travers l'histoire coloniale et post-coloniale reste inoubliable.

Produire un savoir sur les intellectuels, c'est identifier les logiques de l'auto attribution d'un statut ; les situer dans l'ordre du savoir, la logique des institutions, les modalités et ratifications de savoir. La trajectoire du mouvement intellectuel africain dans son évolution et ses dynamiques est porteuse d'indices qui rendent compréhensibles les figures prises par les sociétés postcoloniales africaines. S'il est difficile de suivre les traces des intellectuels dans le champ politique, il est cependant difficile au-delà de la représentation qu'ils ont de leurs peuples.

Dans le cadre des indépendances africaines, les intellectuels ont été appelés à relever les défis du panafricanisme dans le but d'unir les peuples d'Afrique. Mais, au bout de quelques années après la libération du continent, ces derniers devaient affronter les hommes au pouvoir. La dégradation des relations entre l'État et les intellectuels dans plusieurs pays africains devait avoir des conséquences énormes.

La peur de perdre le pouvoir conduisait certains dirigeants à institutionnaliser le parti unique. En effet, les indépendances africaines avaient constitué des failles de ruptures dans la généalogie, laissant ainsi ouverte une immense étendue minée de paradoxes, d'ambiguïtés et de contradictions difficiles à clôturer. Aux intellectuels se posaient des problèmes de positionnement jamais résolus de façon satisfaisante. Ce positionnement se situait au niveau de la société, des pouvoirs politiques et du capital-savoir, support majeur de leur promotion sociale. C'est ainsi que, le non-éclaircissement de ces rapports réduisait les intellectuels au silence complice, soit à la cohabitation complaisante avec les autorités en place du fait qu'ils sont à la quête des postes ministériels ou de gestion, soit qu'ils sont révoltés et cela entraîne brouille et malentendu parmi ceux qui voulaient rester des intellectuels libres avant tout et exercer leur liberté intellectuelle.

Il est tout à fait clair que les changements de contexte, de l'euphorie nationaliste des années 60 aux transitions démocratiques profondément influencées par les contraintes économiques, internes et externes, retentissent sur la production, le statut et le comportement des intellectuels, sur leur poids dans l'élucidation et le devenir des sociétés africaines. Les mutations démocratiques dans les années 90 invitaient à s'interroger sur le rôle des intellectuels. Le multipartisme se présentait comme un nouveau défi pour l'Afrique. Les dictateurs d'hier reconvertis en démocrates étaient loin de réinventer des espaces sociaux démocratiques.

Les changements survenus en Afrique au lendemain de la chute du mur de Berlin ont été profonds et, parfois tragiques. Certains régimes politiques ont explosé et la situation a dégénéré en violents conflits internes. La politisation de la force publique, la confiscation arbitraire de tout l'appareil d'État par la coalition au pouvoir, l'exploitation des entités ethniques, la présence et

l'activisme des milices privées, la recrudescence des violations des droits de l'homme allaient verrouiller le processus démocratique en Afrique.

Les intellectuels ont assisté à ce passage des régimes militaires à parti unique à des systèmes politiques multipartites. Il est tout de même curieux de constater que de nombreux intellectuels africains se comportèrent en intolérants, ou en égoïstes politiques.

Avec la redécouverte de la démocratie, une nouvelle occasion s'offre aux intellectuels pour clarifier le débat sur leurs propres identités et statut. Aujourd'hui, dans le cadre du nouveau millénaire, il est urgent de comprendre les défis auxquels les intellectuels africains sont confrontés. Il est question de faire une rétrospective sur les origines, le développement, le déclin et même la renaissance des projets nationalistes et panafricanistes. Il est temps que les Africains prennent en main leur destin. Cela suppose une prise de conscience générale. Le continent africain souffre de plusieurs maux que nous pouvons citer : l'instabilité politique, les coups d'État, les conflits armés, l'exode des compétences...

Notre réflexion ne s'attardera pas à la thématique et aux matériaux sur lesquels s'exerce, se dévoile et se constitue l'intelligentsia africaine. Notre ambition est de rendre compte dans une perspective dynamique de la trajectoire heurtée des intellectuels africains, de leurs prétentions messianiques. La recherche d'une autonomie intellectuelle et institutionnelle semble dessiner une nouvelle figure de l'intelligentsia africaine. La segmentation du champ intellectuel, l'émergence des universitaires permettent de penser que de nouveaux espaces de contestation s'ouvrent pour la promotion démocratique.

Nous comptons articuler cette réflexion en trois temps :

- Dans un premier temps, nous aborderons le rôle des intellectuels africains dans la renaissance africaine. Il s'agira ici de mettre un accent sur le « *siècle du panafricanisme* ».
- Dans un deuxième temps, nous verrons la place des intellectuels africains dans l'évolution de la démocratie en Afrique allant du parti unique au multipartisme.
 - Dans un troisième temps enfin, nous nous interrogerons sur les défis que doivent relever les intellectuels africains dans l'émergence d'une culture démocratique en Afrique.

Intellectuels africains et le siècle du panafricanisme

Dans l'histoire du continent noir, le XX^e siècle reste le point de départ de la Renaissance africaine. C'est le siècle du panafricanisme. Les intellectuels trouveront dans ce siècle, tous les moments clés de l'histoire africaine : la colonisation, les luttes nationalistes, les deux guerres mondiales, la guerre froide,

les indépendances, la création de l'OUA, les régimes militaires à parti unique, les conférences nationales, le multipartisme, les guerres civiles, le projet de la création de l'Union africaine...

Dans le cadre de cette réflexion, nous aborderons les débuts du panafricanisme, les réalisations de la période nationaliste et les différents courants du panafricanisme.

Genèse du panafricanisme

De sa genèse, on dira que le panafricanisme est né sur le continent américain au tournant du XIX^e et du XX^e siècles. En effet, après la période sombre de la Traite négrière, les Noirs du monde entier, en particulier ceux des Amériques réclament leurs droits.

En réponse au racisme des blancs, les « *Africains - Américains* » de la Diaspora devaient se fondre dans un univers culturel commun, pour vanter les vertus et les couleurs fondamentales de l'Afrique. Ils se donnaient pour mission de réhabiliter les civilisations africaines, de restaurer la dignité de l'Homme noir et de prôner le retour à la « *mère-patrie* ».

C'est ainsi qu'on assiste dès 1900 à une effervescence du nationalisme noir en quête de son passé, de son histoire, de son identité et de sa dignité. Au cours de cette même année, Sylvester William, organise la conférence de West Minster Hall à Londres. La principale résolution de cette conférence portait sur la confiscation de terres en Afrique du Sud par les Anglais et les Afrikaners et sur le sort de la Gold Coast. Les Noirs affirmaient ainsi leurs identités sociales et raciales, tout en condamnant le racisme et le colonialisme.

La réhabilitation de la dignité de l'Homme noir restait le grand combat des intellectuels de la Diaspora. Les éditoriaux de James Weldon Johnson dans *New York Age* eurent un grand impact. Ce dernier appelait à l'autodétermination des Noirs en Afrique et en Amérique.

En 1915, un autre Noir américain, Carter Woodson, participe puissamment à la fondation de l'Association pour l'étude de la vie et de l'histoire des Noirs. Il aide activement les nationalistes africains dans leur recherche d'une identité et de leur dignité. Ainsi lancés, tous les mouvements nationalistes vivent du mythe d'un passé glorieux. Historien de formation, Woodson va consacrer son temps à étudier le rôle des Noirs dans l'histoire de l'humanité et à nourrir l'âme noire de son historicité.

À partir de 1916, William Burghart Du Bois, fondateur de l'Association américaine pour le progrès des gens de couleur, se présente sur la scène comme le « *Père du panafricanisme* », pour avoir lancé le concept de « *personnalité africaine* ». Il est rejoint par d'autres intellectuels comme Marcus Garvey, George Padmore ...

En 1919, le 1er Congrès panafricain tenu à Paris revendique l'adoption d'un « code de protection internationale des indigènes d'Afrique », avec le droit à la terre, à l'éducation et au travail.

En 1927, se tient le 4e Congrès à New York. Marcus Garvey, adepte d'un « sionisme noir » mobilise des milliers d'Afro-américains. Garvey se prenait comme le « Moïse de la race noire ». Sa doctrine, vue comme une dynamique philosophie-politique influa sur le nationalisme africain. Les Historiens retiendront de lui : son courage, sa sympathie pour la race noire, et ses écrits. « Travaillons pour l'unique but glorieux : une nation libre, délivrée et puissante. Que l'Afrique devienne une étoile brillante dans la constellation des Nations ». écrivait-il (Padmore 1960).

Au Congrès de Manchester en 1945, George Padmore fit adopter un manifeste proclamant fièrement : « Nous sommes résolus à être libres. Peuples colonisés et assujettis du monde, unissez-vous ». Dans le communiqué final de ce Congrès, on pouvait lire : « Si le monde occidental est encore déterminé à gouverner l'humanité par la force, alors les Africains pourraient en dernier ressort être obligés de faire appel à la force. Nous exigeons pour l'Afrique noire l'autonomie et l'indépendance ».

L'année 1958 est une date mémorable pour l'histoire du panafricanisme du fait des conférences panafricaines organisées à Accra en avril et décembre de cette année.

* La première (avril 1958) a réuni les huit États indépendants que comptait l'Afrique à cette date : Maroc, Tunisie, Libye, Égypte, Liberia, Éthiopie, Soudan, et Ghana. Elle adopta les résolutions suivantes : la réaffirmation par les Africains de leur attachement aux principes des Nations Unies et celles de Bandoeng ; la fixation d'une date butoir pour l'accession à l'indépendance des peuples encore colonisés ; la condamnation du racisme sous toutes ses formes et le lancement du slogan « l'Afrique aux Africains ».

* La deuxième (décembre 1958) quant à elle a réuni près de 250 délégués et plusieurs centaines d'observateurs représentant les gouvernements, partis politiques et mouvements d'étudiants. L'objectif de cette conférence était de mettre au point des stratégies d'une « révolution non violente » de l'Afrique contre le racisme, le colonialisme, le tribalisme et le séparatisme religieux. Elle exigea la création future des « États unis d'Afrique » et le respect strict du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Né en Amérique, le panafricanisme est revenu en Afrique chercher ses sources d'inspiration et ses lettres de noblesse. C'est donc de la volonté de l'élite intellectuelle noire, rabaissée par les Blancs, de propager son ressentiment à travers le continent noir et de l'appeler à la lutte de libération qu'est né le panafricanisme.

L'anthropologue et sociologue américain Saint Clair Drake définit le panafricanisme du temps de Du Bois et de Garvey, comme étant une activité indépendante de la part des Noirs américains visant à établir, partout dans le monde, avec les Africains et les personnes d'ascendance africaine, des relations dans le but de développer les échanges entre les groupes de Noirs dispersés, la coopération dans la lutte contre la discrimination et la protestation contre l'abaissement de la race noire.

Dans son ouvrage « Panafricanisme ou Communisme », George Padmore définit l'idéal politique du panafricanisme en ces termes : « Le Panafricanisme vise à réaliser un gouvernement des Africains, par les Africains et pour les Africains tout en respectant les minorités raciales et religieuses qui veulent vivre en Afrique avec la majorité noire » (Padmore 1960).

À travers le Panafricanisme, les intellectuels africains de la Diaspora entendaient réaliser les objectifs suivants : promouvoir le bien-être et l'unité des peuples africains et des peuples d'ascendance africaine du monde entier ; assurer l'égalité des droits civiques aux peuples africains ; assurer l'abolition totale de toute forme de discrimination raciale ; et exiger l'auto-détermination et l'indépendance des peuples africains.

Le panafricanisme constitue donc une réaction de solidarité des Noirs face à la position subalterne qui leur était faite dans la société et à l'accusation gratuite de l'infériorité de la race noire, dépourvue d'Histoire et privée de Culture. Il reste un mouvement dont l'idéal était de regrouper, de rendre solidaire les peuples africains et de les amener à se libérer du joug colonial.

Avec l'émergence de l'Afrique qui, vers le milieu du XX^e siècle, passa du colonialisme imposé sur la quasi-totalité de son territoire à l'indépendance, les idéaux du panafricanisme exercèrent un violent impact sur le monde. Dans le sillage immédiat des indépendances, les intellectuels africains se sont servis du panafricanisme pour bien mener les luttes nationalistes sur le continent noir.

Les intellectuels africains et les luttes nationalistes

Les intellectuels africains ont affûté leurs premières armes dans les luttes nationalistes. C'est ainsi qu'entre 1920 et 1950, plusieurs intellectuels firent leur entrée sur la scène littéraire, constituant de ce fait une véritable source d'influence pour les nationalistes africains. On citera ici : René Maran, Claude McKay, Léon Damas, Aimé Césaire, Richard Wright, Cheikh Anta Diop, Théodore Monod, ...

L'Afrique dans sa quête patiente et soutenue de sa liberté avait besoin de l'indépendance. Plusieurs intellectuels furent choisis par leurs peuples, soit en raison de leur personnalité charismatique, soit à cause des idées, des programmes et promesses qu'ils incarnaient. Le flambeau du panafricanisme militant sera incarné par des leaders comme : Jomo Kenyatta (Kenya), Julius

Nyerere (Tanzanie), Namdi Azikwe (Nigeria), Kenneth Kaunda (Zambie), Kwame Nkrumah (Gold Coast), Habib Bourguiba (Tunisie), Abdel Gamal Nasser (Égypte), Félix Houphouët-Boigny (Côte-d'Ivoire), Modibo Keita (Mali), Ahmadou Ahidjo (Cameroun), Léon Mba (Gabon), Sékou Touré (Guinée), Léopold Sédar Senghor (Sénégal)...

La nature du panafricanisme

La division du monde en deux blocs antagonistes a aussi eu des impacts sur le continent noir. Elle créa d'un côté l'Afrique des progressistes, proche du bloc socialiste et l'Afrique des modérés, alliée de l'Occident. Cette division devait également mettre en place plusieurs mouvements panafricanistes. Au-delà des frontières africaines, les courants identiques se soutiennent mutuellement dans les différents groupes, créant un panafricanisme à contenu de classe déterminé. En effet, l'enjeu de la décolonisation et de la guerre froide a donné naissance à deux courants de panafricanisme : le panafricanisme «maximaliste » et le panafricanisme «minimaliste ».

Le Panafricanisme maximaliste

Ce panafricanisme est encore appelé «panafricanisme *révolutionnaire* ». Il avait un caractère révolutionnaire dans la mesure où il visait à briser les chaînes coloniales et à mettre fin à la domination politique directe de l'Occident sur l'Afrique. Il était pour la recomposition de la géopolitique instaurée par la conférence de Berlin (novembre 1884 février 1885), ayant officialisé la balkanisation du continent en une mosaïque de zones d'influence européenne.

Ce panafricanisme avait trouvé ses principaux idéologues en Du Bois, Padmore, Nkrumah, Sékou Touré. Son but ultime était la fondation des États-Unis d'Afrique qui feraient du continent noir un acteur de la scène mondiale. Ce panafricanisme rêvait d'une Afrique politiquement unie et indépendante : l'unité politique, économique et militaire. D'où le mot d'ordre de Nkrumah (1994) : « L'Afrique doit s'unir ».

L'idéologie que Nkrumah a tentée d'appliquer sur le continent africain est encore au goût du jour en ce XXI^e siècle, où on parle de plus en plus d'intégration au niveau mondial. Nkrumah fascine les peuples africains et les progressistes du monde. Il incarne ce grand mouvement de libération et d'unité sans lequel l'Afrique risque de rester en marge de l'histoire moderne. Son nom est synonyme de l'indépendance dans l'unité. L'ultime but de la stratégie de Nkrumah est la fondation des États unis d'Afrique, susceptibles de faire du continent noir un acteur de la scène mondiale. Pour lui, le nationalisme africain ne pouvait se limiter au Ghana indépendant depuis le 6 mars 1957. Il devait être un nationalisme panafricain et l'idéologie d'une conscience politique parmi les Africains ainsi que leur émancipation devaient se répandre partout

sur le continent noir. Un Homme, un rêve, un destin qui se veut au service de l'Afrique et du monde noir ; mais aussi une tragédie et source d'inspiration. C'est un « prophète qui laisse une empreinte durable sur son époque » (Davidson Basil 1974).

Une Afrique sans frontière, unifiée en une seule entité politique et économique, était le rêve du panafricanisme dont Nkrumah fut un militant acharné. Fervent panafricaniste, Nkrumah reste immortel dans la mémoire africaine. Nkrumah était convaincu que sans les bases nationales fortes, le panafricanisme ne serait jamais un objectif viable, compte tenu de la nature très hétérogène des problèmes politiques qui secouaient le continent noir au sortir d'une longue période des ténèbres de l'esclavage et de la colonisation. Il fallait restaurer la dignité de l'homme noir, afin qu'il contribue prodigieusement à l'histoire et à la civilisation universelle.

Mis à part Nkrumah pour qui l'État Nation n'était qu'une étape nécessaire pour réaliser l'unification du continent, la plupart des nations africaines constituées ont sombré sinon dans l'« autocratie » des partis uniques ou dans les régimes de dictature militaire (Conac 1993).

Ce courant incarné par le groupe de Casablanca fondé en 1961 et regroupant le Ghana, l'Égypte, le Maroc, la Tunisie, l'Éthiopie, la Libye, le Soudan, la Guinée Conakry, le Mali et le GPRA, militait pour un continent profondément uni ; doté d'un gouvernement unique.

Mais, un tel projet ne pouvait réussir du fait du poids des puissances coloniales qui détenaient encore une capacité de pénétration forte pour sauvegarder leurs intérêts vitaux (ressources minières, clientélisme, réseaux de communication) et de l'influence de la guerre froide, car Washington souhaitait ainsi stopper l'expansion du communisme en Afrique et dans le monde.

Les intellectuels du groupe de Casablanca étaient pour une libération totale du continent. Ils avaient comme devoir de soutenir les peuples africains dans leur lutte nationale contre toutes les humiliations, discriminations et oppressions. Aucun prétexte ne pouvait être invoqué pour ne pas soutenir les luttes nationales contre la domination esclavagiste, coloniale et néocoloniale. On peut citer ici Patrice Lumumba, Modibo Keita, Sékou Touré, Amílcar Cabral, Gamal Abdel Nasser.

Lumumba est entré dans l'histoire de l'Afrique comme un héros contemporain. En mobilisant son peuple pour la lutte décisive contre les forces colonialistes, il se place à la pointe de la bataille pour l'indépendance nationale, la liberté et un avenir meilleur des peuples africains. Sa figure demeure une source vive d'inspiration politique. L'homme dérange et questionne le colonisateur. On dit même que : « Nkrumah est le Mussolini d'Afrique et Lumumba son petit Hitler » (Ludo De Witte 2000:57).

Les Occidentaux ont fait de lui, un « dictateur paranoïaque », « Communiste », « Premier ministre fou furieux », « nègre à la barbe de chèvre »... C'est « l'homme du colonialisme communiste et de l'impérialisme marxiste-léniniste » (Monheim 1962:154).

Pierre Houart estime que « Lumumba est apparu aux yeux de ses adversaires comme le champion du communisme, l'exécutif pour l'Afrique du vaste complot marxiste, mais glorifié en tant que Révolutionnaire authentique par ses partisans » (Houart 1961).

Dans ce même contexte, on trouve Modibo Keita, qui survient sur la scène africaine comme un militant panafricaniste, pionnier du nationalisme africain. Figure de proue de l'Afrique des années 60, Modibo Keita a imprégné de façon indélébile la mentalité collective de ses compatriotes. Il apparaît comme l'incarnation de la dignité et de la fierté africaine. Il incarnait ce panafricanisme basé sur le marxisme léninisme, anti-impérialiste et socialiste. La Fédération du Mali dont il rêvait ne fut qu'éphémère.

Le Panafricanisme minimaliste

Ce panafricanisme était encore appelé « panafricanisme réactionnaire ». Il avait une inspiration coloniale. Sa stratégie était fondée sur le droit inaliénable de chaque État à une existence indépendante. Son mot d'ordre est : « l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation », son principe est le respect de la souveraineté et la non-ingérence dans les affaires intérieures des États.

Ce panafricanisme était incarné par le groupe de Monrovia, dominé par les présidents ivoirien Houphouët-Boigny, sénégalais Léopold Sédar Senghor et congolais l'abbé Fulbert Youlou. À ceux-ci s'ajoutent Diori Hamani (Nigeria), Dacko (RCA)...

L'abbé Fulbert Youlou a été un représentant typique de ce panafricanisme réactionnaire. Il estimait que « Nkrumah est complice africain de Mao » (Youlou 1966:210).

Ce courant avait préféré maintenir les frontières et les souverainetés nationales. Respect des frontières héritées de la colonisation, fédérations continentales sans pouvoir exécutif, développement économique séparé...

L'occasion historique de poser l'idéal de l'unité africaine se présenta à la conférence d'Addis Abeba de 1963, au cours de laquelle l'Organisation de l'unité africaine fut créée en tant qu'organisation de coopération inter-étatique, consacrant en même temps des structures suivant le modèle clos de la souveraineté nationale absolue de l'Europe du XIXe siècle, l'échec du panafricanisme et d'une organisation politique africaine originale. La création de l'OUA fermait la page d'un siècle de panafricanisme.

Les intellectuels et la démocratie en Afrique

Il est impossible d'étudier les démocraties africaines sans les placer dans le contexte international qui interfère directement sur les jeux politiques nationaux dans les différents pays. Il faut voir le dynamisme et l'activisme de l'Occident dans les pays africains.

La question de l'instauration de la démocratie en Afrique a fait et continue de faire l'objet de nombreux travaux, de débats intenses et de nombreuses polémiques. Elle suscite une production dense de textes de tous genres. D'innombrables textes sont écrits sur la démocratie en Afrique : (Buijtenhuijs Rob et Thiriot 1995, Jaffrelot 2000, Ake 1995, Bayart 1989, Daloz et Quantin 1997, Ostrogorski 1971)... Certains auteurs estiment que l'Afrique n'est pas mûre pour la démocratie qui est perçue comme un facteur d'exacerbation de conflits. D'autres prophétisent sur l'avenir des processus en cours. Ces observations permettent de voir que les critères de la démocratie varient selon les peuples, l'évolution historique, les circonstances objectives.

Il est aisé d'observer que même en Occident, ce concept n'est pas facile à mettre rigoureusement en pratique. C'est un exercice exigeant. L'instabilité politique qui sévit dans plusieurs États africains et la crise économique qui s'amplifie constituent les défis que les intellectuels doivent relever. Il faut arrêter la dérive des sociétés africaines sur le double plan politique et économique caractérisé par une instabilité compromettante pour le développement du continent noir.

La violence politique en Afrique est loin de disparaître, car l'émergence des phénomènes comme la désintégration et l'atomisation de certains États (Liberia- RDC- Sierra Leone), les graves turbulences vécues par d'autres (RCA, Tchad, Algérie, Côte d'Ivoire) ou encore l'autocratie et l'ostracisme excessifs de certains dictateurs (Togo, Gabon, Cameroun, Ouganda, Congo Brazzaville, Nigeria, Guinée Équatoriale, Rwanda, Guinée) se font sentir de plus en plus.

Nous avons choisi en abordant cette question complexe de la «démocratie en Afrique», de dégager le rôle et la place des intellectuels africains dans l'évolution de la démocratie en Afrique, allant du totalitarisme à la libéralisation politique en passant par le multipartisme et les transitions politiques ambiguës. Ce rôle, les intellectuels ne le perçoivent pas assez ou feignent de l'ignorer. Les dictateurs africains qui ont pris partout les masques de la démocratie étaient confrontés aux intellectuels. Nous reviendrons sur le parti unique et le multipartisme.

L'Afrique des coups d'État et partis uniques

Déjà après les indépendances (années 60), les dirigeants africains de l'époque essaient de conduire la politique de leurs États à l'image de celle de leurs ex-colonies. Des partis de gauche et de droite se fondent sur le continent. Alors

que le colonisateur venait à peine de tourner le dos, les pères de l'indépendance s'empressèrent pour la plupart de s'installer dans le fauteuil présidentiel. Ils n'hésitèrent pas à verrouiller les mécanismes par lesquels ils étaient parvenus au sommet de l'État. Noyés dans l'euphorie et les plaisirs des premiers délices du pouvoir, certains parmi eux étaient animés par le désir de rompre les liens avec les colonisateurs. D'autres par contre souhaitaient garder des contacts avec la métropole. Cette attitude indépendantiste générale des nationalistes africains peut être interprétée comme la réaction extrême à la politique des puissances coloniales d'alors qui visaient alors à former des sortes de fédération avec leurs colonies. L'idée d'Eurafrique consistait pour la plupart des dirigeants africains en une nouvelle tentative des puissances coloniales de contenir la vague du nationalisme et le désir d'indépendance.

Loin de fortifier les jeunes nations, les « pères de l'indépendance » refusaient de renoncer au pouvoir et recourraient à l'armée pour consolider leurs positions, suscitant des amertumes et des frustrations à tous les niveaux de l'appareil d'État. Les secousses provoquées par l'ethnicisme et le tribalisme les empêchent de s'affirmer. L'armée constituait le grand obstacle pour la démocratie ; « Armée : assassin de la démocratie » (*Génération Yaoundé* n° 71, 1996).

La complicité entre le politique et l'armée était grande. L'esprit du clan et de la caste dominait ces relations. Il émergeait ainsi une armée de baron au cœur des différents régimes. Mais, l'exclusion et la discrimination de nombreux soldats devaient dégénérer de défi politique, mettant en danger la survie des régimes et la stabilisation de la société tout entière. (Bangoura 1992). Le mécontentement des soldats et autres officiers justifiait l'intrusion des militaires sur la scène politique. Prétextant que les Civils avaient recours aux pots-de-vin et à la corruption, l'armée s'était emparée du pouvoir dans 27 pays africains. Débutent alors les conflits au sein de la classe dirigeante, favorisant la multiplication des coups d'État militaires. Au Togo, le président Sylvanus Olympio est évincé du pouvoir par les militaires en 1963. Il en est de même pour le président Fulbert Youlou, que les militaires ont forcé de démissionner le 15 août 1963 (Bouthey 1990).

Dans les décennies 60 et 70, plusieurs pays africains sont secoués par des coups d'État qui portent les militaires au pouvoir, et la dictature s'est installée avec eux. Avec cette race de présidents militaires, le continent noir connaît la dictature, la gabegie, le marasme économique, les assassinats...

L'arrivée des militaires au pouvoir donne un nouveau visage à la politique africaine. Leur inexpérience politique et leur incompétence dans la gestion de l'État entraînent la désinvolture, la cruauté et un penchant pour la corruption. Dès lors, le pluralisme politique qui a prévalu à la veille de l'indépendance devait disparaître. Plusieurs pays optèrent pour des régimes autoritaires comme mode de gouvernement. Il faut dissoudre tous les partis et associations

politiques et les regrouper en un seul pour éviter les antagonismes tribaux. Le parti unique apparaît comme le meilleur moyen de garantir l'unité nationale et l'indépendance, tout en étant le plus solide vecteur du développement économique. Le totalitarisme politique se légitime largement par la volonté de parachever l'intégration nationale et de rassembler les énergies pour la réalisation du développement économique et social. Le monopartisme constituait le dénominateur commun des systèmes à parti unique (Diop 1992).

Le parti unique n'était pas mieux adapté aux exigences de la démocratie. Il n'a pas su résoudre les problèmes complexes posés par l'émergence d'États totalement démunis, avec une population hétérogène. La crise de la démocratie était perçue comme une crise de l'économie dans laquelle le sous-développement et la dépendance jouent un rôle déterminant ; et les concepts, idéologies, institutions et techniques politiques apparaissent comme étant inadéquats et inadaptés au contexte socioculturel et politique africain. Dans presque tous les pays, un nouvel esprit est né qui sape impitoyablement le patriotisme africain. Le règne des militaires a fait connaître des notions comme la corruption, l'enrichissement illicite, l'incivisme, le tribalisme.

Avec l'Afrique des coups d'État, le continent noir fabrique ses propres monstres politiques tels Mobutu au Zaïre, Bokassa en Centrafrique, Amin Dada et Musoveni en Ouganda, Marien Ngouabi au Congo, Eyadema au Togo, Biya au Cameroun, Hissène Habré au Tchad... Ces derniers institutionnalisent l'absence de débats d'idées, de liberté d'expression, la désinformation avec la censure. Il s'ensuit des arrestations arbitraires, conflits tribaux, gabegie. Ces dirigeants se caractérisent par le burlesque politique et une dictature sanguinaire. Habités à faire marcher leurs troupes à la baguette, et confondant le pays avec une « vaste caserne », les Hommes en Kaki ne tardèrent pas à se heurter aux intellectuels, écartés de force de la lutte politique et réduits au silence, à la clandestinité ou à l'exil.

La dégradation des relations entre les Hommes au pouvoir et les intellectuels, et la cristallisation des problèmes politiques, économiques et sociaux renforcent la crise entre les États africains et l'intelligentsia. Dans plusieurs pays, les intellectuels ont en effet participé aux luttes contre l'autoritarisme, le déclin de la vie nationale et sociale et pour l'ouverture de l'espace démocratique. La démocratie par le parti unique se légitimait par une longue logique scientifique. « Seul le parti unique d'avant garde peut conduire vers le bonheur les masses populaires. Le parti unique prime toutes les institutions » (Gonidec 1974).

L'État devient ainsi une réalité incontournable. L'histoire réussit à dominer la société. Il s'impose comme le seul instrument institutionnel de progrès, le lieu décisif de construction d'une Nation. En dévoilant leur identité dans

l'État et par l'État, les intellectuels développaient une conception instrumentale de la société, niant la pluralité de ses manifestations (Diouf 1993:42).

Pour parer contre toutes éventualités, les Hommes au pouvoir devaient d'abord frapper sur les universitaires afin de les contraindre à se mettre à leur service. Les universités, contrôlées par l'État allaient se détourner de leur mission de production d'intellectuels. D'où le triomphe de l'idéologie de la sécurité politique, la paupérisation, la clochardisation et le déclassement social.

La réduction de l'activité intellectuelle à la seule prise de parole politique permit ainsi à la nouvelle classe dirigeante de délimiter en un «ghetto *surprotégé*» les intellectuels (enseignants, chercheurs, universitaires...) censés animés la dissidence. De même, l'évolution historique de l'État et la domination du pouvoir politique sur les intellectuels définissaient la formule suivante : « Réfléchissez mondialement et agissez nationalement ». Le combat des intellectuels ne pouvait pas se limiter qu'au niveau des revendications matérielles : bourses, salaires, aides et subventions et conditions de travail.

Dans beaucoup de pays, les campus universitaires ont été la scène d'affrontements entre les étudiants et l'armée ou la police. L'intervention des militaires sur les campus de Lubumbashi (Zaïre 1990), Yopougon (Côte d'Ivoire 1991), la présence massive des universitaires dans les gouvernements, les palais présidentiels et les partis politiques sont des indices qui traduisent la violation des libertés académiques. Ces interventions musclées de l'armée témoignent l'investissement des intellectuels africains dans la lutte pour la démocratie. Ces pratiques belliqueuses et d'une violence inouïe des pouvoirs publics face à la contestation des intellectuels s'inscrivent dans l'actualité des processus de réfection de la démocratie dans les pays africains.

La crise des années 70 et les mutations économiques qu'elle inaugure fait basculer les États africains. L'adoption des Programmes d'ajustement structurels imposés par la Banque mondiale et le FMI dans les années 80 vont endurcir les discours des dictateurs africains. Ces programmes frappaient énormément les universités africaines qui se voyaient obligées de réduire le personnel, les subventions. Les budgets des universités ont stagné et connu une chute vertigineuse, rendant ces institutions l'ombre d'elles-mêmes. La Banque mondiale estimait que l'Afrique n'avait pas besoin d'universités et qu'elle devait les fermer et faire former du personnel à l'étranger ou le faire venir de l'étranger.

La cohésion intellectuelle porteuse de la modernité se fissure sous les effets de la crise et des cures d'amaigrissement de l'État et des finances publiques. Le diplôme n'ouvre plus l'accès à des fonctions de commandement, d'où de prestige. La théocratisation de la gestion gouvernementale consacre l'obsolescence du regard intellectuel nationaliste, porteur d'un projet politique. La politique devient une affaire de professionnels. La pièce maîtresse de la

mobilité sociale n'est plus l'instruction ou le diplôme, mais la carte du parti. L'État en tant qu'institution est discrédité. Il contrôle 80 à 90% de l'économie et régule le mouvement des personnes et des idées. L'objectif visé est de permettre aux intellectuels d'envisager la démocratie non comme une question politique, mais comme une question technique.

Cette situation ne permettait pas aux intellectuels de s'atteler confortablement à la lutte pour une démocratie pluraliste. Elle laisse apparaître une tendance à la généralisation des décompositions autoritaires, rendant complexes les arènes politiques. Cependant, cette situation eut deux conséquences majeures : la fuite des cerveaux, et la subordination des intellectuels à la cause des intérêts de la classe politique ???.

⇒ *La Fuite des cerveaux*

Le phénomène de l'exode des compétences africaines vers le Nord fait aujourd'hui l'objet de conférences, de séminaires, et de publications. Cette question est donc d'actualité en Afrique.

Durant la période qui nous concerne (l'Afrique des Partis uniques), les dirigeants africains estimaient que le «*pouvoir est au bout du fusil*», raison pour laquelle, partout l'on apprivoisait jalousement les cerveaux pour une dissémination locale du savoir. Pour éviter toute nuisance de la part des intellectuels, les despotes africains poussaient au-delà des frontières de leurs pays quiconque n'acceptait pas de danser à leur rythme. Ce qui engendrait la fuite des cerveaux vers le Nord.

Le facteur politique a été déterminant dans le phénomène de la fuite des cerveaux. Le comportement dictatorial de certains gouvernements africains et la montée d'une culture du favoritisme devaient se manifester par les persécutions, poursuites et condamnations politiques des intellectuels, l'absence de liberté d'opinion, de pensée. Il y a ici l'impossibilité de vivre dans son pays selon ses idées et ses opinions (Wongibe 2000).

La hargne des pouvoirs à traquer les subversifs et mettre hors d'état de nuire tout intellectuel non conformiste semble encourager l'exode des compétences africaines. C'est ainsi qu'au Nigeria comme partout ailleurs, la misère économique n'était pas la seule cause du *brain drain*. La politique des passe-droits, la répression de l'initiative et de la créativité, la négation symbolique du mérite et de la compétence ont fini par frustrer nombre de cadres. Plusieurs intellectuels durent prendre le chemin de l'exil pour échapper à l'implacable diète qui apparaît comme l'arme secrète de tout intellectuel dissident.

Au Cameroun, Ahmadou Ahidjo est passé dans l'histoire post-coloniale comme un dictateur qui n'a jamais hésité à fabriquer des procès contre les intellectuels. Avec son successeur Paul Biya, l'exclusion et la répression vis-à-

vis des intellectuels ne cessaient d'envoyer plusieurs cadres en exil. C'est le cas de Mongo Beti, Achille Mbembe, et tant d'autres.

Ce phénomène avait fait tâche d'huile dans la plupart des pays africains au Sud du Sahara. L'ingérence politique dans les travaux universitaires, les politiques nationales déficientes, l'inertie bureaucratique et le non-respect de l'indépendance des enseignants-chercheurs, l'absence de sécurité individuelle et collective, l'ignorance des principes liés à la légitimation démocratique du pouvoir et à l'organisation plurielle des sociétés africaines encourageaient cette fuite des cerveaux (Guadilla 1996).

À côté de ce facteur, on peut ajouter les raisons économiques (recherche d'une rémunération susceptible d'assurer le bien-être, des conditions de vie et de travail favorables). De la Somalie au Soudan, du Rwanda au Burundi, de l'Ouganda en Algérie, il y a eu une multitude de situations qui ont obligé les cadres et diplômés africains à abandonner leurs meilleurs pays pour d'autres patries d'adoption, ainsi que le fait le troupeau à la recherche d'espaces où l'herbe est plus grasse.

La fuite des cerveaux traduisait le désintérêt des intellectuels quant au devenir de leurs nations. Le combat pour la démocratie apparaissait dans ces conditions très complexes.

⇒ *Les intellectuels et les intérêts de la classe politique*

Déconnectés de la société aussi bien au niveau du langage, de la pratique politique que du mode de vie, les intellectuels offraient au pouvoir politique la possibilité de ne pas s'occuper de la mise en place d'une censure codifiée et systématique. C'est ainsi que l'université ne fonctionna plus comme lieu d'une autonomie intellectuelle. La fonction universitaire va précipiter les enseignants et chercheurs vers des stratégies individuelles d'ascension sociale et d'accumulation financière au service de la bureaucratie ou du secteur public (ou bien privé?).

Pour échapper à la clochardisation que cherchait à imposer des régimes clientélistes et prébendiers, les intellectuels qui refusaient l'exil devaient abandonner les salles de classe pour la politique en militant dans les partis d'opposition. Leur ambition affirmée : montrer que le continent peut se développer, se gouverner et changer les mœurs politiques. La confrontation entre le terroir et le territoire national amène une partie de l'intelligentsia africaine à un repli corporatiste. On peut interpréter ce repli de l'État corporatiste de plusieurs manières. Avec le « déshabillage » de l'État, les intellectuels perdaient leur place privilégiée dans le système socio-économique.

L'informel et la technologie se partagent le champ du discours et de la pratique politique et économique. La notion de réseau intellectuel et de recherche se généralise, et achève de banaliser l'intelligence africaine.

Au Zaïre, Mobutu se devait de nommer les intellectuels de son pays au comité central du Mouvement national de la révolution, parti unique. Ceux-ci devaient prêter serment devant « l'Homme léopard ». On pouvait deviner la suite de l'histoire. La dictature de Mobutu a été cautionnée par les intellectuels zaïrois. Mobutu avait très tôt inauguré un courant qui va se développer ailleurs, un peu partout en Afrique, obligeant l'intelligentsia locale à se déterminer vis-à-vis du parti unique. En contraignant la plupart des cadres les plus brillants à faire place nette, Mobutu va alors s'entourer des diplômés les plus opportunistes qui sauront gré au pouvoir. Il leur confie des postes de responsabilité dans les hautes sphères de l'État (conseillers, ministres, ambassadeurs, gouverneurs, parlementaires...).

Du fait de la paralysie organisée dans les universités africaines, leur démantèlement et la détérioration constante des conditions de travail, l'intelligentsia africaine était en passe de servir les intérêts de la classe dirigeante. Ce qui révèle donc la responsabilité des académiciens dans la violation des libertés académiques et le renforcement de certains abus, appuyés en cela par les intellectuels. Partout, on y trouve des « gouvernements *de professeurs* ». Cette défaite idéologique des intellectuels africains à la solde des hommes au pouvoir apparaît comme une stratégie d'insertion professionnelle, mode particulier d'accumulation des capitaux économiques et donc de réhabilitation, de revalorisation et de reclassement. Le vécu de l'exclusion par les intellectuels les poussait à s'engager dans les luttes de réhabilitation matérielle et symbolique et faire la « politique *du ventre* » (Bayart 1989).

Démocratie et multipartisme

Il se trouve qu'aujourd'hui les intellectuels africains et les leaders politiques sont partagés entre les racines du continent dont ils ne parviennent pas à se débarrasser et le monde moderne à l'intérieur duquel ils n'arrivent pas à s'adapter vraiment. En effet, l'égoïsme, l'individualisme, la recherche effrénée du profit, la banalisation des liens familiaux, la marginalisation des faibles sont difficilement assimilables pour quelqu'un qui est élevé dans un esprit communautaire.

Pour arriver au multipartisme en Afrique, il a fallu attendre que le vent de la perestroïka souffle en Europe de l'Est et la chute du mur de Berlin pour vivre, contre toute attente, un renouveau démocratique en Afrique.

À l'orée de la décennie 90, quand, à la Baule, François Mitterrand demande aux Chefs d'État africains d'ouvrir leurs pays au multipartisme pour une véritable démocratie, personne ne pouvait imaginer les malheurs que devait apporter ce changement tant souhaité par les peuples africains (Blanchet 1990:82-83).

Comparé à un séisme par certains spécialistes, l'effondrement du communisme et le changement brutal des rapports de force ont précipité le monde dans une grave crise à la fin des années 90. La conférence de la Baule fut un coup d'accélérateur aux situations sociales et économiques que connaissaient les pays africains depuis la décolonisation et les indépendances : des liens privilégiés avec la France ; les régimes à parti unique en charge de la construction de l'unité nationale et du développement économique ; les théories marxistes ou la théologie de la libération à l'œuvre parmi les jeunes urbaines ; les régimes économiques placés dans les années 80 sous le contrôle du FMI et de la Banque mondiale.

La fin de la guerre froide correspondait de fait à la rupture du paradigme principal est-ouest. Cette rupture a conduit l'Afrique à une périlleuse perte de repères, génératrice de flottements. Certains auteurs n'hésitent pas à parler de « chaos » dans les relations internationales (Ramonet 1999).

Il a semblé à nombre d'États que les perspectives de la démocratisation énoncées par Mitterrand à la Baule sonnaient l'ouverture de la « boîte de Pandore » et l'hallali des revendications sociopolitiques. L'accès immédiat à la démocratie pluraliste cristallisa toutes les revendications sociopolitiques dans l'espace africain. Cet engouement démocratique avait pour toile de fond une crise multidimensionnelle. La crise économique persiste dans le contexte politique caractérisé par la virulence des oppositions politiques et les frustrations des élites militaires dépossédées de leur pouvoir. L'aide économique étant subordonnée à l'acceptation du multipartisme et devant la colère et la paupérisation des peuples, les dictateurs africains ne peuvent plus utiliser la force pour contenir d'éventuelles révoltes. Il faut dialoguer avec les syndicats, l'armée et le peuple profond.

Le début des années 90 a correspondu à un revirement radical du discours idéologique sur la politique africaine. Ce revirement marque concomitamment l'émergence du pluralisme politique légal, avec la reconnaissance du multipartisme qui rima avec le développement. Pour Diouf (1992), « l'Afrique des années quatre vingt et du début des années quatre vingt dix est devenue une zone de tempêtes, à cause de l'échec général des systèmes politiques et configurations économiques issues des indépendances ». Commence alors sur le continent une série de conférences dites nationales. Ces conférences vont résulter d'un processus de maturation des consciences populaires, dans lequel les Africains ont ressenti la nécessité de créer des espaces de prises de parole et de défoulement, pour frayer le passage à la société pluraliste. Les conférences nationales, qui ont varié d'un pays à un autre se prêtent à un essai de typologie comme le remarque Eboussi Boulaga (1993).

En dépit des espoirs légitimes pour les masses et de la charge émotionnelle qu'elles ont véhiculée, les conférences nationales ont davantage contribué à

installer les populations africaines dans un désenchantement général. Elles ont abouti au total aux crises des États caractérisés par l'affaiblissement, sinon à l'effondrement des États (Zartman 1995).

Malgré la naissance du multipartisme et de la démocratie pendant les transitions, les dirigeants politiques ayant perdu le pouvoir ont du mal à se départir de leurs habitudes héritées du monopartisme. Des querelles intestines ayant pour fondement les antagonismes ethniques et tribaux se remarquent en Afrique. Les transitions démocratiques africaines offrent plusieurs cas de figures : « les cas de non-transition, les transitions sans alternance, la restauration autoritaire, le retour des anciens dictateurs, les transitions achevées dans l'attente d'une consolidation, les fragiles consolidations » (Quantin 2000:489).

Le multipartisme en Afrique n'a pas apporté les changements tant attendus par tous : fuite des cerveaux, arrestations dans les milieux universitaires, prolifération des situations conflictuelles, privatisation des connaissances intellectuelles et des institutions académiques, perte de professionnalisme, violence sur les campus, commercialisation des droits universitaires, complicité des intellectuels dans certaines crises, participation des intellectuels au verrouillage démocratique dans plusieurs pays sont toujours de rigueur. Des intellectuels africains ont coopéré et continuent de servir des régimes autoritaires pour satisfaire des intérêts égoïstes de survie matérielle et financière, contribuant ainsi à l'avènement ou à la consolidation de l'autoritarisme en place et lieu de la démocratie. Certains chercheurs comme Jibrin Ibrahim estiment pour le cas du Nigeria que toutes les mesures antidémocratiques ont été conçues et appliquées par d'éminents politologues recrutés dans les universités nigérianes, ce rôle d'experts au service de la dictature pour étouffer les aspirations démocratiques au Nigeria (Ibrahim 1997:114-117).

La démocratie est un système politique dans lequel la souveraineté est exercée en principe par le peuple ou ses représentants élus, à la suite de consultations électorales libres, régulières et transparentes. Elle nécessite des élections libres, le multipartisme, le refus de la censure, la reconnaissance et le respect des droits de la minorité et le gouvernement démocratique reposant sur le consentement des gouvernés. Cette définition est loin de faire l'unanimité en Afrique, confrontée au problème de l'alternance politique.

Avec le multipartisme, peut toutefois s'interroger sur le rôle que devaient jouer les intellectuels dans l'émergence d'une alternance politique en Afrique. L'expérience révèle que jusqu'à ce jour, moins de dix pays figurent dans le tableau d'honneur des pays ayant assuré sans difficulté l'alternance politique. Ce sont : le Sénégal, le Mali, le Ghana, le Bénin, le Kenya, et l'Afrique du Sud...

La démocratie, telle que les Africains la conçoivent aujourd'hui, est une aspiration légitime des peuples à prendre en charge leur propre destin, en organisant un dialogue à l'échelle de leur environnement immédiat, dans la

liberté et le respect des droits de l'Homme. En effet, après trois décennies de musellement, de brimades, d'intolérance et de marginalisation, les Africains refondent aujourd'hui leurs espoirs sur la démocratie multipartite. Mais, deux phénomènes caractérisent cette réhabilitation démocratique. D'une part l'habileté de certains dirigeants africains a permis de passer du monopartisme au pluralisme politique sans difficulté et d'autre part le refus d'anciens dictateurs qui ne voulaient pas ou qui acceptaient difficilement le passage d'un système à un autre.

Dans plusieurs pays africains, les intellectuels n'ont jamais dénoncé le refus de certains dictateurs d'assurer l'alternance politique à l'exception de quelques rares cas. Cette incapacité notoire des intellectuels fait que l'Afrique présente un sombre bilan dans l'instauration d'une gouvernance démocratique. La conservation du pouvoir politique est garantie par la pensée unique et la suppression de fait ou de droit des libertés fondamentales. On assiste dès lors à un retour au « monopartisme voilé » au Gabon, Cameroun, Tchad, Congo Brazzaville, Togo, Ouganda, Guinée-Équatoriale, Guinée, Zimbabwe, Rwanda. L'instauration des systèmes autoritaires et arbitraires dans ces pays a pour conséquence d'instituer un état permanent d'humiliation et de violence, source de violations graves et massives des droits de l'Homme, délit d'opinion, perquisition, arrestations, tortures, assassinats, massacres. Ces violations constituent autant de frustrations qui ont provoqué des guerres civiles et surtout des tensions sociales qui s'aggravent de jour en jour. Les intellectuels sont devenus la voix et même la caricature des « monstres » autoritaires qu'ils n'avaient cessé de vilipender. Certains auteurs reconnaissent une certaine « défaite de la pensée » (Fienkielkraut 1987), « une démission des intellectuels » (Caille 1993) ou encore « une trahison des clercs » (Benda 1965).

Des chercheurs comme Mbata Mangu estiment que le constitutionalisme et la démocratie en Afrique sont fortement menacés dans des situations où l'élite intellectuelle est soumise à l'élite politique. En effet, les manifestations du refus de l'alternance politique sont notoirement connues. On se bornera simplement à en citer deux : la fraude électorale et l'intervention dans le jeu électoral.

- **La fraude électorale** est devenue une activité dite de « technologie électorale ». Les cas de fraude sont si nombreux et flagrants qu'ils sont dénoncés par les observateurs étrangers et les organisations d'observation des élections. Les élections sont boycottées par les partis d'opposition qui estiment que les jeux sont déjà faits et qu'il est inutile de se présenter. Et du coup naissent d'autres confrontations qui se métamorphosent en affrontements armés entre différents groupes politiques (Congo, Togo, Zimbabwe).

- **L'intervention dans le jeu électoral** est liée à la fraude électorale. Elle consiste pour les gouvernements en place, à prendre des mesures d'autorité pour influencer le scrutin en faveur de leur parti. Comme pour dire « On

n'organise pas les élections pour les perdre ». Cette intervention peut se faire à tous les stades du scrutin et revêtir diverses formes : blocage de la proclamation des résultats défavorables au parti et tentatives de modification du jeu électoral ; proclamation des résultats avant d'entrer en possession des PV des bureaux de vote ; annulation des voix obtenues par les partis de l'opposition dans son fief ; suspension de la commission électorale en plein déroulement du scrutin ; annulation des élections remportées par l'opposition.

Les conséquences du refus de l'alternance politique sont dramatiques. Les fraudes massives et grossières sont à l'origine des violences armées et guerres civiles. Partout, il y a eu des coups de feu à la suite des élections présidentielles et législatives où l'opposition et la Mouvance présidentielle se voient accusées de tricherie aux urnes ou de corruption d'électeurs (Gabon, Togo, Madagascar, Zimbabwe, Congo-Brazzaville, Mali, Guinée Équatoriale, Côte d'Ivoire...). On peut donc dire que l'histoire de l'Afrique de l'ère démocratique révèle que le mode courant du pouvoir politique n'est pas l'élection transparente, mais la mascarade électorale. Le multipartisme apparaît comme synonyme de « démocratie, dictature camouflée, démocratie truquée » (Liniger-Goumaz 1992)

La politique en Afrique étant source de bien-être et d'enrichissement, on s'agrippe au pouvoir en s'intéressant au parti au pouvoir ou censé y accéder pour se servir et non pour servir. Les intellectuels ne sont-ils pas pris dans ce piège ? Quelle est la responsabilité des intellectuels dans les différents cas de fraude ? Que font-ils pour lutter contre ces fraudes ? La démocratie est-elle un luxe pour les Africains ? Telles sont les questions auxquelles la communauté intellectuelle africaine devrait répondre.

Il est clairement établi que les intellectuels participent dans plusieurs pays africains au blocage du processus démocratique et au verrouillage des institutions républicaines. Il n'est un secret pour personne que, pour remodeler les constitutions à leur gré, ou mettre en place des lois électorales susceptibles d'exclure les adversaires de taille, les présidents africains n'utilisent pas les militaires dans les casernes, ou encore les paysans dans les champs. Ce sont plutôt les intellectuels qui y sont instrumentalisés. Certains spécialistes pensent que ce sont la faiblesse des moyens de subsistance de la classe moyenne (les juristes, avocats, professeurs d'université, enseignants) et son exploitation par le groupe dirigeant qui constituent les obstacles majeurs au développement constitutionnel et démocratique en Afrique.

Loin de s'identifier aux aspirations démocratiques des masses, ils aident leurs gouvernements à martyriser les peuples et sont devenus les avocats du changement non démocratique. Ils donnent plus de pouvoir aux dictateurs africains qui font régner des régimes autoritaires, et par conséquent, contribuent d'une manière ou d'une autre à maintenir au pouvoir des tyrans de plus en plus sanguinaires et plus corrompus (Ajayi, Goma et Ampha 1996).

Le blocage du processus démocratique en Afrique participe au retard que connaît l'Afrique du point de vue du développement économique. Victime de tant d'années de pillage, de gabegie, d'expérimentation, de théorisation et d'incompréhension de tous genres, elle s'est trouvée déstructurée, dépouillée, salie, calomniée puis rejetée par ceux-là mêmes qui ont toujours prétendu agir pour son émancipation. La démocratie est un choix irréversible, mais elle n'est jamais définitivement acquise. Elle exige des efforts chaque jour renouvelés, une vigilance de tous les instants pour sa consolidation. Quoiqu'il en soit, devant la faillite des partis uniques et des régimes militaires, il est grand temps que les choses changent, que l'Afrique renoue avec le multipartisme.

Les défis des intellectuels africains

L'élite intellectuelle est aujourd'hui dominée par le vagabondage politique et intellectuel pour des intérêts matériels, le carriérisme politique, le manque de conscience, l'opportunisme politique et la politique de la « gouvernementalité » du ventre. Ce vagabondage contribue à faire échouer des processus de démocratisation et à maintenir au pouvoir pendant des années des dirigeants autoritaires (Zaïre, Togo, Gabon, Ouganda, Cameroun...).

Au seuil du 3^e millénaire, on assiste en Afrique à une sorte d'implosion, marquée par l'instabilité politique, des coups d'État, des guerres civiles qui rendent le continent si vulnérable à la misère. Ces conflits restent l'un des gros défis de l'Afrique maintenant et dans le futur. Ce continent est toujours à la quête de la démocratie.

La démocratie est universelle et il faut l'appliquer normalement en Afrique en respectant ses principes élémentaires en corrélation avec le vécu quotidien de chaque peuple. L'Africain n'a pas en général une culture politique, à cause du taux élevé de l'analphabétisme qui est un handicap pour le multipartisme. Du coup, la démocratie n'est plus respectée et cela a souvent défavorisé sa bonne marche. Des urnes sont aussi sorties des dictateurs. Pourquoi en attendant que la culture démocratique s'installe en Afrique, on ne pourrait pas faire voter uniquement les intellectuels qui comprennent mieux ce qu'on leur demande de choisir ? Il sied de dire que 80% des électeurs en Afrique sont des illettrés, des personnes naïves que les hommes politiques peuvent facilement manipuler et corrompre en se servant souvent du tribalisme et du régionalisme pour assouvir leur dessein. Le civisme n'est pas encore bien développé en Afrique. Cette situation fait que le vote qui est un devoir civique n'est pas pris au sérieux.

Combien de fois des premières élections pluralistes n'ont donné lieu qu'à des joutes oratoires entre les intellectuels qui cherchent dans les débats le petit mot, la petite phrase qui tue, la petite expression qui peut faire, se lever

comme un homme, une meute d'individus sans repères, corrompus jusqu'à la moelle, prêts à soutenir un leader dont l'unique ambition est d'acquérir le pouvoir ou de le garder pour des intérêts obscurs.

Si la démocratie doit être vécue en Afrique comme elle l'est en Occident, elle ne débouchera pas sur la liberté. Or, seule cette valeur peut aider au développement de l'Afrique. Les valeurs africaines peuvent constituer la sève nourricière à la construction d'un monde évolué. Une machette mal tenue peut blesser grièvement celui qui l'utilise.

L'outil démocratique mal exploité peut tuer la liberté. Et c'est là que les intellectuels se voient dévolus un rôle primordial devant l'histoire : aider la démocratie à bâtir la liberté. Les intellectuels africains doivent sortir leur nez des livres, éviter de passer leur temps à citer les Voltaire, Rousseau, Platon, Marx dans des débats abstraits et stériles.

L'éducation pour la démocratie doit être faite par les intellectuels, censés mieux appréhender le concept de démocratie. Jusqu'à présent, ceux-ci sont bien écoutés dans la société. Le travail à faire en amont est celui de faire connaître la démocratie aux populations africaines, sinon, elle aura du mal à s'implanter. Le peuple pourra élire ceux qui apparaissent les plus aptes à gouverner et sanctionnera les incompetents, les mauvais gestionnaires et les corrompus. Les dirigeants sont condamnés à refréner leurs instincts, à surveiller et à se garder de tout abus ou excès. Les luttes pour le changement constitutionnel, les réformes politiques et la démocratisation en sont un témoignage éloquent. Pour que l'alternance politique soit assurée en Afrique, les intellectuels doivent se mobiliser, travailler et lutter chaque jour, avec plus de courage, de persévérance et de ténacité. Il faudra élargir les frontières de la démocratie afin de desserrer progressivement le carcan du totalitarisme dans lequel le peuple a trop longtemps vécu. Ce sera un travail ardu et de longue haleine, car il ne faut pas se faire trop d'illusions : les vieilles pratiques, les mentalités héritées du parti unique ne disparaîtront pas du jour au lendemain. Les Africains ont bien intérêt à opter pour le jeu démocratique comme unique moyen d'accéder au pouvoir et, par voie de conséquence, se soumettre loyalement au verdict du suffrage universel. Le temps des coups d'État et assassinats politiques pour accéder au pouvoir est révolu.

La démocratie ne se limite pas aux dimensions institutionnelles de la gouvernance, mais implique aussi la notion d'une véritable participation des citoyens. Le développement démocratique ne peut s'enraciner et se poursuivre en douceur que s'il existe un cadre institutionnel de mise en œuvre de tous les droits humains. L'engagement en faveur de la démocratie doit s'inscrire dans le cadre d'élections libres et transparentes, le pluralisme politique et la bonne gouvernance.

Il faut initier les populations à la démocratie, leur faire comprendre et apprendre que la démocratie est le fait d'appartenir à une même nation, une même patrie avec les mêmes droits et devoirs, sans d'autres considérations d'aucune sorte.

L'édification d'une culture démocratique en Afrique devrait suivre le schéma suivant : mettre en place différents organes constitutionnels susceptibles de favoriser l'exercice de la démocratie ; créer des conditions propices au plein exercice de la démocratie ; garantir les libertés fondamentales et les droits humains ; fixer les règles du jeu démocratique ; assurer la transparence du jeu électoral ; renforcer la gouvernance démocratique et économique ; assurer l'adhésion des gouvernants aux idéaux de la démocratie ; accepter l'alternance politique.

Les intellectuels africains doivent refonder la capacité de gouvernance des États et partant leur capacité à combattre les vulnérabilités politiques et sociales. Ils doivent lutter pour la prévention et la gestion des conflits ; la promotion des droits de l'Homme ; l'éradication de la pauvreté ; la promotion d'une culture démocratique. Il ne peut y avoir de paix sans démocratie. De même, il n'y a pas de démocratie sans paix. L'Afrique demeure frappée par la guerre civile, les conflits internes et externes. Pour réaliser le développement économique en Afrique, il faut mettre un terme aux conflits armés qui sévissent sur le continent. Cette responsabilité incombe aux Africains qui doivent s'en acquitter par le dialogue et la médiation, le maintien et la promotion de la paix. Mettre fin aux guerres constitue un acte pour lequel la démocratie, la bonne gouvernance demeurent essentielles.

Conclusion

L'Afrique connaît le chaos, l'insécurité, les conflits armés et les tensions pour savoir que le développement démocratique, la prospérité et le bonheur accéder à une nouvelle ère permettent de nourrir quelques optimismes et d'intensifier la lutte pour le développement démocratique en Afrique.

La démocratie ne serait-elle pas un luxe pour les Africains si l'on considère tous les déboires et bouleversements qui l'accompagnent ? Les Africains doivent éviter la politique du ventre et s'efforcer à faire passer l'intérêt de la Nation au-dessus des leurs.

L'Afrique doit prendre conscience des enjeux de la mondialisation et de la démocratie. Les exemples donnés par le Sénégal et le Mali avec des élections respectables devraient interpeller la classe politique africaine. Les intellectuels doivent de leur côté jouer un rôle important dans l'édification d'une culture démocratique en Afrique.

Références

- Ajayi, J.F., Goma et Ampha, 1996, *The African Experience with higher Education*, Accra, AAU, London, James Currey et Athons, Ohio, University Press.
- Ake, C., 1995, *The democratisation of disempowerment in Africa*, Plutot Press, London.
- Arendt, H., 1982, *Les origines du totalitarisme*, Paris, Fayard.
- Arnaud de la Grange, 1996, *Mondes rebelles*, Paris, Michalon.
- Babu Zale, 1995, *Le Congo de Lissouba*, Paris, L'Harmattan.
- Badie, B., 1995, *La fin des territoires*, Paris, Fayard.
- Bangoura, D., 1972, *Les armées africaines*, Paris, CHEAM.
- Baudouin, J., 1992, *Introduction à la science politique*, Paris, Daloz.
- Bayart, J. F., 1989, *L'État en Afrique : la politique du ventre*, Paris, Hachette.
- Bayart, B., Ellis, S., Hibou, B., 1997, *La criminalisation de l'État en Afrique*, Bruxelles, Complexe.
- Bembet, G., 1997, *Congo : Impostures souveraines et crimes démocratiques*, Paris, L'Harmattan.
- Benda, J., 1965, *La trahison des clercs*, Paris, J.J. Pauvert.
- Blanchet, A., 1990, « De la Baule : 19-21 juin 1990 : XV^e Conférence des Chefs d'État de France et d'Afrique », *Afrique contemporaine*, n° 155, Paris.
- Bouthey, F., 1990, *Trois glorieuses ou la chute de Youlou*, Chaka, Dakar.
- Cabral, A., 1965, *Unité et lutte*, Maspero, Paris.
- Caille, A., 1993, *La démission des clercs : la crise des sciences sociales et l'oubli du politique*, Paris, La Découverte.
- Carrington, N.J, et Detragiach, E., 1999, « Quelle est l'ampleur de l'exode des cerveaux. » *Finance et développement*, juin.
- Chesnais, J.C., 1981, *Histoire de la violence en Occident de 1800 à nos jours*, Paris, Laffont
- Chevalier, J., 1992 : *L'État de Droit*, Paris Mont Chrestien
- CODESRIA 1996, *L'état des libertés académiques en Afrique en 1995*, CODESRIA, Karthala.
- Conac, G., 1993, *L'Afrique en transition vers le pluralisme politique*, Paris, Economica
- Daloz, J. P., Quantin, 1997, *Les transitions démocratiques africaines*, Paris Karthala.
- Diarra, Ch., 1997, « Cerveaux africains expatriés : un investissement stratégique » *Soleil*, novembre.
- Diop, C. A., 1954 : *Nations nègres et Culture*, Paris, Présence africaine
- Diop Serigne, 1992 « Du parti unique aux multiples partis ou la démocratie introuvable » *Afrique contemporaine* n°164, octobre- décembre
- Diouf, Mamadou, 1992 « Les paroles politiques africaines : des luttes anticoloniales aux Conférences nationales » *Intégration régionale dans le monde*, Dakar
- Dobry Michel, 1992, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Press de la FNSP
- Eboussi, Boulaga, 1993, *Les conférences nationales africaines en Afrique noire. Une affaire à Suivre*, Paris, Karthala.
- Gonidec, P. F. : *Les systèmes politiques africains, les Réalités du pouvoir*. Paris LGDJ, 1974
- Gonidec P. F. : « Typologie des régimes politiques », in *Pouvoir* n°25, 1983.
- Guadilla, C.G. 1996, «L'exode des cerveaux :phénomène Sud/Nord aux proportions alarmantes » *Le courrier de l'UNESCO*, octobre.
- Houart P., 1961, *La pénétration du communisme au Congo*, Bruxelles.
- Ikounga, M., 1999, *Congo Brazzaville : Devoir de parole*, Côte d'Ivoire, Multi print.

- Ibrahim, J. 1997, « Political Scientists and subversion of democracy in Africa », in *The States and democracy in Africa*, Harare, AAPS Books.
- Jaffrelot C., 2000, *Démocraties d'ailleurs*, Paris, Karthala.
- Kapita Mulopo, 1992, *Patrice Lumumba. Justice pour le héros*, Paris, L'Harmattan.
- Kissita, A., 1993, *Congo : Trois décennies d'une démocratie introuvable*, Brazzaville, SED.
- Liniger-Goumaz, : *Démocrature, dictature camouflée et démocratie truquée*, Paris, L'Harmattan.
- Lissouba, P., 1997, *Congo*, Odilon, Média.
- Ludo De Witte, 2000, *L'assassinat de Lumumba*, Paris, Karthala.
- Mahiou, A., 1969, *L'avènement du parti unique en Afrique noire. L'expérience des États d'expression française*, Paris, LGDJ.
- Makouta Mboukou, J.P., 1999, *La destruction de Brazzaville ou la démocratie guillotinée*, Paris, L'Harmattan.
- Monheim, F., 1962, *Mobutu l'homme seul*, Bruxelles.
- Ndaki, G., 1997, *Crises, mutations et conflits politiques au Congo Brazzaville*, Paris, L'Harmattan.
- Nkrumah, Kwame, 1994, *L'Afrique doit s'unir*, Paris, Présence africaine, 2^e édition.
- Nsafou, G., 1996, *Congo : De la démocratie à la démocrature*, Paris, L'Harmattan.
- Obenga, Th., 1998, *L'Histoire sanglante du Congo (1959-1997)*, Paris, Présence Africaine,
- Ostrogorski M., 1974, *La démocratie et les partis politiques*, Paris, Ed. du Seuil.
- Padmore, G., 1961, *Panafricanisme ou communisme*, Paris, Présence africaine.
- Ramonet, Ignaco, 1999, *Géopolitique du chaos*, Paris, Gallimard 1999
- Willame, J. C., 1990, *Patrice Lumumba, La crise congolaise revisitée*, Paris, Karthala.
- Zartman, I. W., 1995, *L'effondrement de l'État. Désintégration et restauration du pouvoir légitime*. Lymes R. Publishers.